



COMMUNE DE SAINT-MAMERT-DU-GARD

Notice d'enquête publique

Zonage d'assainissement collectif et non collectif

Sommaire

PRÉAMBULE	4
DISPOSITIF RÉGLEMENTAIRE	5
I. DONNÉES GÉNÉRALES	6
I.1. SITUATION GÉOGRAPHIQUE	6
I.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE	6
I.3. CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	6
I.4. MILIEUX NATURELS REMARQUABLES	7
I.5. DÉMOGRAPHIQUE	7
I.6. LOGEMENTS	8
I.7. DÉVELOPPEMENT URBAIN	8
I.8. ACTIVITÉS PARTICULIÈRES ET ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS	8
I.9. MODALITÉS D'URBANISME	9
I.10. MODALITÉS D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	9
II. ÉTAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT	10
II.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	10
II.1.1. Description des réseaux	10
II.1.2. Caractéristiques de la station de traitement des eaux usées (STEU)	10
II.1.3. Prospective selon le schéma directeur d'assainissement	11
II.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	12
II.2.1. Conditions générales	12
II.2.2. Définition des dispositifs d'assainissement non collectifs types	13
II.2.2.1 Prétraitement	13
II.2.2.2 Filières de traitement	14
III. JUSTIFICATION DU CHOIX DU ZONAGE	15
III.1. ZONES U	15
III.2. ZONE 1 AU	15
III.3. ZONES A ET N	16
IV. PROPOSITION DE ZONAGE	16
IV.1. SECTEURS EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	16
IV.2. RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	17
V. GLOSSAIRE	18

Préambule

La compétence assainissement des eaux usées a été transférée à la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole au 1^{er} janvier 2005 et la commune de Saint-Mamert-du-Gard a intégré l'agglomération au 1^{er} janvier 2017.

Cette compétence consiste en la gestion de l'assainissement collectif (réseaux et stations d'épuration) et de l'assainissement non collectif.

La présente étude a pour but la mise à jour du premier **Zonage d'Assainissement de la commune de Saint-Mamert-du-Gard établi en aout 2016 et approuvé par le conseil communautaire du 22 mai 2017.**

Cette mise à jour est faite en cohérence avec le Projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et fera l'objet d'une enquête publique unique.

Cette étude permet de définir les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique et de mettre en concordance le zonage d'assainissement collectif et non collectif.

Elle s'inscrit dans une réflexion globale sur la mise en conformité avec les prescriptions de la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et des articles L 2224-10 et R 2224-7 à R 2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les solutions techniques vont de l'assainissement non collectif (tout type de dispositif de collecte et de traitement qui relève de la responsabilité de personnes privées) à l'assainissement collectif, qui relève de la responsabilité publique (communes, syndicats, ...), et elles devront répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage qui sont de :

- garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées,
- respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les objectifs de qualité,
- prendre en compte ce zonage d'assainissement dans les orientations d'urbanisme de la commune de façon à garantir une cohérence entre le développement des constructions et celui des équipements,
- assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations,
- posséder un outil d'aide à la décision notamment en ce qui concerne le choix et la mise en œuvre des filières d'assainissement non collectif.

L'étude a été réalisée avec le souci :

- de fournir aux décideurs l'information la plus large possible pour qu'ils choisissent en connaissance de cause ⇒ aide à la décision,
- de donner une vision claire et pédagogique des programmes d'action et d'investissement, hiérarchisés et quantifiés ⇒ outil de planification.

Le zonage d'assainissement mis en place concerne l'ensemble du territoire communal qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. **Ce zonage est soumis à une enquête publique unique et sera annexé au document d'urbanisme à l'issue de la procédure.**

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole et à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

Cette notice d'enquête est constituée :

- d'un rapport justifiant le zonage d'assainissement retenu,
- d'une carte de zonage d'assainissement,

Dispositif réglementaire

Le Code Général des Collectivités Territoriales précise à l'article L 2224-10, modifié par Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240 :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Article R 2224-7 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : «Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif »,

Article R 2224-8 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 9) : «L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement»,

Article R 2224-9 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : « Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé ».

Concernant l'assainissement non collectif, notamment la mise en place du Service Public de l'Assainissement Non collectif (SPANC) dont la mission est le contrôle des dispositifs individuels, plusieurs textes font aujourd'hui référence :

- Lois sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 03 janvier 1992 et du 31 décembre 2006,
- Loi n°2010788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
- L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
- L'Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 27 avril 2012, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- L'Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'Arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges,
- Loi Grenelle 2 qui modifie l'art L 2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales, l'article L 1331-1-1 et L 1331-6 du Code de la Santé Publique.
- Code général des collectivités territoriales (articles L 2224-8, L 2224-10 notamment)
- Code de la santé publique (articles L 1331-1 et suivants).

I. Données générales

I.1. Situation géographique

Saint-Mamert-du-Gard est une commune française, située dans le département du Gard en région Occitanie.

Elle se trouve à 20 kilomètres à l'ouest de Nîmes, à 60 kilomètres de Montpellier et à 35 kilomètres d'Alès.

Elle est facilement accessible de par la proximité avec la D999 au sud, reliant Quissac à Nîmes, et à l'est avec la RN106 reliant Alès à Nîmes.

Les communes limitrophes de Saint-Mamert-du-Gard sont : Fons, Gajan, Parignargues, Montpezat, Combas, Crespien, Montmirat et Moulézan.

La commune est directement dominée au nord-ouest par le site naturel du massif des garrigues des « Bois des Lens » dont les crêtes atteignent 260 à 280 mètres.

Exposée à un climat méditerranéen, la commune est drainée par le ruisseau de Braune, le ruisseau de Lens, celui de Cabenasse et par le Valat du Pontails.

I.2. Contexte géologique

La commune de Saint-Mamert-du-Gard repose sur un ensemble de collines et de plateaux, les « Garrigues de Nîmes ». Ces collines et plateaux sont constitués de calcaires d'âge Crétacé inférieur déposés en milieu marin. Plissée au Tertiaire, cette région des garrigues est limitée au Sud par la faille de Nîmes. Lors du secondaire, ces plis – principalement d'orientation Est-Ouest – ont conduit à la mise en place des cours d'eau, et des combes.

Le contexte géologique de la commune est constitué de plusieurs faciès, avec une majorité de calcaires, marnes et grès. D'Ouest en Est, le sous-sol est constitué :

- de calcaires à faciès « urgonien » non subdivisés : calcaires à Rudistes, biocalcarénites (oolitiques) ;
- de marnes, marnes sableuses, sables (rouges), grès, argiles, conglomérats ;
- de colluvions récentes indifférenciées (argileuses, marneuses, sablo-limoneuses, sablo-argileuses, parfois sables grossiers ou cailloutis) ;
- de calcaires lacustres, calcrètes, argiles rouges ;
- de marnes, sables argileux, conglomérats, avec un faciès de grès et conglomérats au sein de cette couche ;
- de calcaires lacustres à lagunaires ;
- de grès, marnes gréseuses : « Formation de Célas » ;
- de molasses gréseuses, sablo-gréseuse ou calcaréo-gréseuse (inclus les « Calcaires de Beaucaire »)
- de marnes et calcaires ;
- de conglomérats à galets calcaires, localement marnes ;
- d'alluvions récentes à actuelles de basses à très basses terrasses et de la plaine d'inondation des rivières actuelles dans le delta du Rhône, alluvions fines mêlées de sédiments palustres (faciès mixtes) ;
- de calcaires.

I.3. Contexte hydrographique

La commune de Saint-Mamert-du-Gard fait partie du bassin-versant des Gardons.

La commune est traversée par quatre cours d'eau :

- le ruisseau de Braune ;
- le ruisseau des Lens (affluent de la Braune) ;
- le Valat du Pontails ;
- le ruisseau de la Cabenasse qui se jette dans celui de Braune.

Le ruisseau de Braune prend sa source à environ 100 m d'altitude et se jette dans le Gardon 12 kilomètres plus loin à environ 55 m d'altitude juste en amont du pont de Dions (D22).

Le ruisseau des Lens jouxte directement la zone urbaine et a été à l'origine de submersions importantes en 2002 et 2014.

I.4. Milieux naturels remarquables

Le territoire de la commune de Saint-Mamert-du-Gard est inclus dans ou situé à proximité de :

- 3 périmètres Natura 2000
 - ✓ ZSC « Le Gardon et ses Gorges » (FR9101395)
 - ✓ ZPS « Gorges du Gardon », à 7 km à l'Est de la commune
 - ✓ ZPS « Camp des garrigues » à 7,5 km à l'Est de la commune
- 2 périmètres d'inventaires ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique).
 - ✓ ZNIEFF II : Bois des Lens
 - ✓ ZNIEFF II : Plateau de Saint-Nicolas
- 3 Espaces Naturels Sensible
 - ✓ Le « Bois de Lens partie Sud »
 - ✓ Les « Garrigues de Nîmes »
 - ✓ Le « Gardon d'Alès inférieur »

I.5. Démographique

Les données de population extraites du Recensement Général réalisé par l'INSEE en 2019 sont regroupées dans le tableau ci-dessous.

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Population permanente	413	385	655	887	1 100	1 389	1 588	1 652
Taux de variation annuel	- 1 %	+ 7,8 %	+ 3,9 %	+ 2,4 %	+ 2,6 %	+ 2,7 %	+ 0,7 %	

La population a été multipliée par 4 entre 1968 et 2019, passant de 413 à 1652 habitants. Toutefois, les évolutions n'ont pas été constantes d'une période à l'autre :

- ✓ la population a connu sa plus forte évolution annuelle période entre 1975 à 1982 (+ 7.8 %) puis a augmenté régulièrement mais de façon moindre jusqu'en 2013 (entre 2.7 et 3.9 % par an)
- ✓ enfin depuis 2013, la variation annuelle a chuté fortement pour atteindre + 0.7 %

Dans le cadre de la révision de son PLU, les perspectives démographiques de Saint-Mamert-du-Gard estimées à l'horizon 2033 sont d'environ **1 907 habitants**, soit l'accueil d'environ **264 habitants supplémentaires entre 2023 et 2033**, ce qui représente une croissance moyenne annuelle modérée d'environ **1%/an**, compatible avec le SCOT Sud Gard.

I.6. Logements

Lors des deux derniers recensements, le parc des habitations se répartissait de la façon suivante :

Parc des habitations	2013	2019	Variation
Nombre total de logements	667	714	+ 7 %
Nombre de résidences principales	618	652	+ 5 %
Nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels	15	21	+ 140 %
Nombre de logements vacants	34	41	+ 120 %
Nombre moyen des occupants des résidences principales	/	2.5	/

Le nombre total de logements a augmenté de 47 unités entre 2013 et 2019.

On notera principalement que le parc de logement est dominé par 91% de résidences principales et que la majorité de celui-ci est constitué de maisons (86,1%).

La production de logement prévu dans le PLU à l'horizon 2033 est de 127 logements.

I.7. Développement urbain

La production de logements prévus au PLU est répartie sur la commune de la façon suivante :

- Développement au sein des enveloppes bâties :
 - 99 logements ont été identifiés au sein de l'enveloppe urbaine existante en densification y compris projets « OAP cave coopérative » (37 logements) et « OAP Chemin de Francurelle » (4 logements).
- Développement d'un secteur en extension
 - OAP Secteur Nord : 25 à 28 logements

I.8. Activités particulières et établissements industriels

Le nombre d'établissement au 01 janvier 2022 est de 120 hors agriculture (INSEE) :

- Industrie : 13,3 %
- Construction : 22,5 %
- Administration publique, enseignement, santé et action social : 21,7 %
- Commerce, transport, hébergement et restauration: 15,8 %
- Information et communication : 4,2 %

- Financier et assurance : 0,8 %
- Immobilier : 1,7 %
- Scientifique et technique : 15 %
- Autres activités de service : 5 %

I.9. Modalités d'urbanisme

Saint-Mamert-du-Gard est déjà doté d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 18 avril 2017.

Par délibération du 08 juin 2021, la commune de Saint-Mamert-du-Gard a lancé la révision n°1 de son PLU.

I.10. Modalités d'alimentation en eau potable

L'eau mise en distribution provient du réservoir de Gajan/Saint-Mamert, lui-même alimenté par une conduite d'adduction en provenance de la commune de Nîmes.

La gestion des infrastructures d'eau potable et la facturation sont assurées par contrat d'affermage par la société Eau de Nîmes Métropole.

II. État des lieux des dispositifs d'assainissement

II.1. Assainissement collectif

La majorité des habitations de la commune de Saint-Mamert-du-Gard est desservie par le réseau d'assainissement collectif. Le taux de raccordement au réseau est évalué à **94 %** (2022).

Les eaux usées collectées sur le village de Saint-Mamert-du-Gard sont récupérées et acheminées sur la station intercommunale de traitement des eaux usées de la Haute-Braune à Gajan.

Le réseau d'assainissement de Saint-Mamert-du-Gard collecte les eaux usées de près de **1690** habitants pour **677** abonnés (2022).

Le réseau d'eaux usées et la station d'épuration sont exploités par la société SAUR. Fin 2023, l'exploitation sera confiée à Eau de Nîmes Métropole (Veolia).

II.1.1. Description des réseaux

Le réseau d'assainissement est constitué d'un réseau de collecte d'une longueur totale de **11 058 mètres**.

Au total, **677 abonnés** représentant environ **1690 habitants étaient raccordés à l'assainissement collectif** au terme de l'exercice 2022 pour un volume assujetti à la redevance assainissement de **73 978 m³**.

	2021	2022	Variation N/N-1(%)
Nombre d'abonnés Assainissement collectif – Saint-Mamert-du-Gard	671	677	+ 0,9 %
Taux de desserte des réseaux de collecte d'eaux usées (*)	93 %	94 %	+ 1%

(*)Rapport entre la population raccordée et la population en zone d'assainissement collectif

(Source : rapports du délégataire exercices 2021 et 2022)

II.1.2. Caractéristiques de la station de traitement des eaux usées (STEU)

Les caractéristiques nominales de la station de traitement des eaux usées de Gajan, de type boues activées faible charge en aération prolongée sont les suivantes :

Capacité nominale : 3 500 Equivalent-Habitants

DBO₅ : 210 kg/j

Débit nominal de la station : 700 m³/j

L'exutoire des effluents traités est le ruisseau de la Braune.

En 2021, la station de traitement des eaux usées a reçu, traité et rejeté **280 087 m³**, soit un volume moyen journalier de 767 m³/jour.

Pour cette STEU, la charge organique moyenne annuelle du flux en DBO5 représente en 2022 : 219 kg DBO5 /j soit 3650 EH. Soit sensiblement la capacité de la station (104% de la capacité nominale de la station). La Charge hydraulique est de 102 % en 2022.

La production annuelle de boues est de 14,625 tonnes de Matières Sèches (année 2021). Elles sont envoyées vers un centre de compostage agréé.

II.1.3. Prospective selon le schéma directeur d'assainissement

Le syndicat intercommunal de la Haute-Braune prévoyait dans son schéma directeur d'assainissement la construction d'une nouvelle STEU compte tenu des projectives démographiques et au regard de sa capacité nominale (3 500 EH) vouée à être atteinte à moyen terme.

Au 1^{er} janvier 2017, les quatre communes (Fons, Gajan, Saint-Bauzély et Saint-Mamert-du-Gard) ont été intégrées dans Nîmes Métropole.

Par suite, Nîmes Métropole, reprenant ce projet, a conclu à la nécessité de construire une nouvelle STEU de 8 500 EH au regard des prospectives démographiques de chacune des quatre communes à l'horizon 2050.

Ce dimensionnement permettra de répondre aux projections démographiques cumulées des quatre communes précisées selon le détail ci-dessous :

Population	Gajan	Fons	Saint-Bauzély	Saint-Mamert	TOTAL
Actuelle	700	1 700	700	1 800	4 900
Actuelle raccordée	644	1 564	644	1 656	4 508
2050	1 500	2 900	1 500	2 300	8 200
2050 raccordée	1 380	2 668	1 380	2 116	7 544

Les capacités épuratoires suivantes ont été retenues:

	Actuelle	2050
Population permanente raccordée au réseau :	4 508 EH	7 544 EH
Capacité d'accueil logements vacants et résidences secondaires :	122 EH	122 EH
Capacité d'accueil touristique :	0 EH	0 EH
Établissements particuliers :	391 EH	654 EH
Activités économiques raccordées	0 EH	0 EH
Gestion des matières de vidange	0 EH	0 EH
Capacité épuratoire calculée :	5 021 EH	8 320 EH
Capacité épuratoire retenue :	5 000 EH	8 500 EH

Cette STEU est prévue d'être construite entre 2023 et 2025. Les 1907 habitants prévus au regard du PLU sur Saint-Mamert-du-Gard à l'horizon 2033 n'impacteront donc pas la capacité épuratoire disponible sur la future STEU.

II.2. Assainissement non collectif

La commune compte, en 2021, **47 habitations en assainissement non collectif** (données Nîmes Métropole). Ces habitations sont réparties, soit en périphérie du village (zones UCa du PLU), soit de façon hétérogène sur les zones N et A.

On peut estimer, à raison de 2,5 habitants / logement, qu'environ **117** habitants relèvent donc de l'assainissement non collectif.

Une visite diagnostique de la totalité du parc assainissement non collectif est entreprise sur les communes de l'Agglomération de Nîmes Métropole dont Saint-Mamert-du-Gard fait partie, par le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

La campagne de contrôle, dit périodique de bon fonctionnement a mis en évidence **1** installation non conforme.

Les propriétaires dont les installations ont été jugées non conformes ont l'obligation de réhabiliter tout ou partie du dispositif sous 4 ans à compter de la première date de notification. Un dispositif d'aide peut être proposé par Nîmes Métropole en partenariat avec l'Agence de l'Eau, sous conditions.

II.2.1. Conditions générales

Pour chaque dossier instruit, le choix de la filière est adapté aux contraintes de chaque site (surface disponible, hydromorphie, perméabilité, contexte géologique, accessibilité...).

Rappelons que la réglementation exige les études de sol à la parcelle.

Pour tout projet d'assainissement non collectif, il sera demandé au pétitionnaire une étude à la parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté.

Ainsi, l'avis du SPANC est donné au cas par cas sur la base d'une étude de sol permettant de définir, à l'issue des mesures de perméabilités et de recueil de données hydro pédologiques de la parcelle, l'aptitude réelle des sols à l'infiltration et de décliner précisément la filière adéquate et son dimensionnement.

En cas de perméabilité inférieure à 15mm/h, des filières dites drainées (n'utilisant pas le sol en place pour le traitement des influents) pourront être envisagées. Seules les parcelles dont la perméabilité est rigoureusement inférieure à 10mm/h et sans présence d'exutoire pourront être réellement considérées inaptes à accueillir un dispositif d'assainissement non collectif et pourront faire l'objet d'un refus d'urbanisation.

Les parcelles ouvertes à l'urbanisation dont la perméabilité est comprise entre 15 et 500mm/h, devront disposer d'une surface suffisante pour l'implantation du dispositif de traitement des eaux usées conforme à l'arrêté du 27/04/2012 et à l'arrêté préfectoral du 17/10/2013.

La Loi ALUR a supprimé la règle du minimum parcellaire pour les demandes d'autorisation et d'occupation des sols.

Toutefois, c'est le SPANC de Nîmes Métropole qui juge, en fonction de la nature des sols en place et de la filière d'assainissement individuel retenue, de la suffisance de la taille des terrains pour les constructions neuves. L'avis favorable du SPANC fait en effet partie des pièces indispensables pour l'obtention d'un permis de construire.

C'est pourquoi, pour tout projet d'assainissement non collectif, il est demandé au pétitionnaire une étude à la parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté. Une parcelle d'une surface totale de 1 000 m² est un minimum généralement accepté pour les constructions neuves.

Pour un rendez-vous téléphonique avec un technicien du SPANC, une prise de rendez-vous en ligne est possible sur www.nimes-metropole.fr - rubrique « Démarches »

- chaque lundi de 13h30 à 16h30
- chaque jeudi de 9h à 12h

Il existe plusieurs filières d'assainissement non collectif autorisées au titre des arrêtés ministériels du 07/09/2009 et du 07/03/2012 et de l'arrêté préfectoral du 17/10/2013 ou agréées de façon spécifique (liste disponible sur <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html>).

Les coûts d'investissement et de fonctionnement sont donnés à titre indicatif dans le tableau suivant :

Coût pour la mise en place d'une installation neuve (hors coûts périphériques)	Entre 7 000 et 12 000 € H.T.
Coût pour la réhabilitation d'une installation existante (hors coûts périphériques)	Entre 7 000 et 12 000 € H.T.
Entretien (vidange de la fosse tous les 4 ans)	Environ 250 € H.T. / vidange
Redevance diagnostic initial (par délibération du Conseil Communautaire de 3 décembre 2012)	95 € H.T. pour le premier diagnostic
Redevance du contrôle périodique du bon fonctionnement (par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2021)	14,74 € H.T. / an (un contrôle / 10 ans) Applicable au 1 ^{er} janvier 2022 avec revalorisation annuelle
Redevance du contrôle des installations neuves ou réhabilitées (jusqu'à 20 EH)	215 € H.T. / contrôle
Contrôle sur demande expresse des particuliers (vente, pollution...) (jusqu'à 20 EH)	215 € H.T. / contrôle

II.2.2. Définition des dispositifs d'assainissement non collectifs types

II.2.2.1 Prétraitement

Un prétraitement des effluents est nécessaire avant tout procédé de géoassainissement. Il sera constitué par une fosse toutes eaux recevant les eaux vannes et les eaux ménagères. En aucun cas, l'installation ne devra recevoir des eaux pluviales.

Le fonctionnement anaérobie de la fosse permettra une rétention des matières décantables ou flottantes et une liquéfaction des boues retenues. La mise en place d'un tel dispositif s'effectuera en accord avec les prescriptions techniques édictées dans le DTU 64-1. Son dimensionnement sera au

minimum de 3 m³ pour habitation de 5 pièces principales maximum (3 chambres) et de 1 m³ par pièces supplémentaires au-delà de 5.

L'installation pourra être complétée par un préfiltre décolloïdeur, dispositif intercalé entre la fosse toutes eaux et le traitement par le sol, et dont le rôle sera d'éviter tout colmatage du champ d'épandage en cas de départ de boues suite à un dysfonctionnement hydraulique de la fosse.

Le dispositif de prétraitement sera suivi d'un dispositif de traitement adapté à la nature du sol et dont les caractéristiques sont détaillées ci-après.

II.2.2.2 Filières de traitement

En fonction de la classe d'aptitude des sols, les filières de traitement suivantes sont préconisées :

- ▶ **tranchées d'infiltration**, avec un parcellaire de 1500 m² recommandé,
- ▶ **filtre à sable vertical non drainé**, avec un parcellaire de 1 500 m² recommandé,
- ▶ **filtre à sable vertical drainé**, avec un parcellaire de 1 500 m² recommandé.

La réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriétés, forme, taille et occupation de la parcelle). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, les différentes contraintes ci-dessus doivent alors être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement adaptée.

La réalisation des filières de type filtre à sable vertical non drainé nécessitera, dans les secteurs où le substratum calcaire est à l'affleurement, l'utilisation d'un brise roche hydraulique pour la réalisation des terrassements avec déroctage et fracturation des niveaux calcaires rencontrés et devant recevoir la base du filtre à sable et purge des éventuelles poches argileuses accumulées dans les fissures du calcaire.

Compte tenu du nombre d'investigations de terrain réalisées et de la diversité des formations pédologiques dans certains secteurs, il est vivement conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement autonome.

Une étude parcellaire est indispensable pour tout projet situé dans ou en dehors des zones d'étude précédentes et n'ayant par conséquent pas fait l'objet d'investigations.

III. Justification du choix du zonage

III.1. Zones U

Secteurs déjà urbanisés et secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. » (Article R.151-18 du Code de l'urbanisme).

Les zones U rappelées ci-dessous sont classées :

Soit **en assainissement collectif**:

- La zone **UA** correspond au centre ancien. Ce classement a pour objectif de préserver le tissu dense et les caractéristiques de ce quartier ainsi que la centralité d'équipements et services autour de la place des écoles.
- La zone **UC** correspondant aux zones d'urbanisation à vocation principale d'habitat sous forme pavillonnaire. Elle comprend :
 - un secteur UCe où les constructions destinées au commerce sont autorisées.
 - un secteur UCp destiné à accueillir des équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
 - La partie du secteur UCa desservie par le réseau public d'assainissement

Ces zones sont déjà dans la zone de couverture de l'actuel réseau d'eaux usées.

Soit **en assainissement non collectif**:

- La partie du secteur **UCa** qui n'est pas desservi par le réseau public d'assainissement des eaux usées.
- Certaines parcelles en zone **UC**

Du fait de l'absence de réseau les desservant actuellement ou de contraintes technico-économiques.

III.2. Zone 1 AU

Zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Les zones 1 AU rappelées ci-dessous sont classées **en assainissement collectif futur**.

- La zone 1AUp est destinée à accueillir à une urbanisation immédiate à vocation d'équipements publics
- La zone 1AU est destinée à accueillir une urbanisation immédiate

III.3. Zones A et N

Zone agricole A : secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. » (Article R.151-22 du Code de l'urbanisme).

Cette zone comprend deux secteurs :

- Secteur Ap correspond à des espaces agricoles à protéger pour des raisons paysagères et/ou de protection des périmètres de captage.
- Secteur Aj destiné aux jardins partagés des Tinelles

Zone naturelle et forestière N : la zone N est à protéger de toute urbanisation en raison de la qualité des sites et des paysages qui la composent et de la préservation des milieux naturels. La zone N recouvre les espaces naturels remarquables qui font l'objet d'une protection particulière en raison notamment de la qualité des sites et paysages ou de la valeur des boisements.

Elle comprend six secteurs :

- Un secteur Nc destiné au cimetière et son extension
- Un secteur Ndv destiné à la plateforme de déchets verts
- Un secteur NL qui regroupe les équipements sportifs de plein air
- Un secteur Np destiné à du pastoralisme
- Un secteur Nph destiné à du photovoltaïque
- Un secteur Ntc destiné aux télécommunications

L'ensemble de ces zones (A et N) est classé **en assainissement non collectif**.

IV. Proposition de zonage

Les secteurs majoritairement englobés dans la zone de couverture de l'actuel réseau d'assainissement seront classés en **assainissement collectif** (zone en **bleu** sur la carte de zonage).

Les secteurs en **assainissement collectif futur**, correspondant aux secteurs 1 AU du PLU, sont cartographiés en **rose** sur la carte de zonage.

Les secteurs actuellement en assainissement non collectif pour lesquels aucun projet d'assainissement collectif n'a été retenu seront maintenus en **assainissement non collectif**, (zone en **blanc** sur la carte de zonage).

Annexe 1 – Zonage d'assainissement

Un projet de zonage d'assainissement est présenté sur la planche cartographique jointe au présent rapport et en synthèse de ce dernier.

IV.1. Secteurs en assainissement non collectif

Les parcelles n'entrant pas dans la zone de desserte actuelle ou future du réseau d'assainissement seront gérées par défaut en assainissement non collectif.

En effet la faible densité de l'habitat et l'éloignement de ces secteurs du réseau d'assainissement, font qu'une extension de l'assainissement collectif aurait un coût prohibitif par rapport à des filières d'assainissement individuelles.

La commune de Saint-Mamert-du-Gard présente quelques habitats isolés. Suivant leurs localisations, ces zones présentent des contraintes faibles à fortes pour la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif.

Il s'agit de secteurs isolés, à l'écart des réseaux d'assainissement et le plus souvent les tailles de parcelles sont suffisantes pour recevoir des filières d'assainissement non collectif.

Pour rappel, **les zones UCa**, situées en dehors de la couverture de l'actuel réseau sont également maintenues en zone d'assainissement non collectif.

Par ailleurs les parcelles suivantes, situées en zone UC, sont placées en assainissement non collectif : B2376 / B2374 / B1507.

IV.2. Raccordement au réseau d'assainissement collectif

Les secteurs englobés dans la zone de couverture de l'actuel réseau d'assainissement seront classés en assainissement collectif.

Dans le cadre de la mise à jour du zonage d'assainissement, les **zones projetées dans le PLU par la commune en zones 1AU** ont été classées en assainissement collectif futur.

Nous attirons l'attention sur le fait que, même s'il y a des réseaux existants à proximité ou desservant la zone à urbaniser, des travaux importants peuvent être nécessaires (notamment si les infrastructures existantes à l'aval n'ont pas les capacités suffisantes ou si l'altimétrie des installations n'est pas cohérente avec le projet). Ces travaux seront à la charge de l'aménageur et pourront ne pas être à l'aval immédiat du projet.

Les parcelles suivantes, situées en zone UCa du PLU, mais desservie par le réseau public d'assainissement, sont classés en zone d'assainissement collectif : B0310 / B1286 / B1285 / B0900 / B0901 / B0899 / B0898 / B1377 / B1581 / B0517 / B1364 / B1580 / B0515.

V. Glossaire

Assainissement collectif

Systèmes d'assainissement comportant un réseau réalisé par la commune.

Assainissement autonome ou assainissement non collectif

Systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux ménagères

Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

Eaux vannes

Eaux provenant des W.C.

Eaux usées

Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.

Effluents

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.

Filière d'assainissement

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.

Hydromorphie

Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

Perméabilité

Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet d'évaluer ce paramètre.

PLU

Plan Local d'Urbanisme

OAP

Orientation d'aménagement et de programmation

Annexe 1

Carte de zonage

Annexe 2

**Arrêté préfectoral n°2013 290 - 0004
du 17 octobre 2013**



PREFET DU GARD

Agence Régionale
de Santé
du Languedoc-RoussillonDélégation Territoriale
du Gard

Nîmes, le 17 OCT. 2013

ARRETE N° 2013 290 - 0004

Relatif aux conditions de mise en œuvre des systèmes d'assainissement non collectif

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la directive n° 2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L2212-2, L 2224-8, L 2224-10, R 2224-7 à R 2224-9, R 2224-17 et R 2224-22,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-1, L.214-1 à L.214-6, L 215-17 et R 214-6 à R 214-56,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L 1311-1 à L1311-10, L 1321-1, L1331-1 à L 1331-11,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L 111-4, L 271-4 à L 271-6 et R 111-3,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée approuvé par le Préfet coordinateur de bassin le 20 décembre 2009,

Vu l'arrêté du 22 juin 2007 (NOR : DEVO0754085A) relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (20 équivalents habitants),

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 (NOR : DEVO0809422A) fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (20 équivalents habitants), modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 (NOR : DEVL1205608A),

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 (NOR : DEVL1205609A) relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-00071 du 1^{er} février 2005, portant réglementation des conditions de mise en œuvre, d'entretien et de mise hors service des systèmes d'assainissement non collectifs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013168-0075 du 17 juin 2013 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue dans le département du Gard,

Page 1 sur 5

CONSIDERANT le Document Technique Unifié NF DTU 64.1 publié par l'AFNOR en août 2013 et portant sur les dispositifs d'assainissement non collectif (dit autonome) pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales,

CONSIDERANT que les conditions particulières liées à la nature du sol et du sous sol ainsi qu'aux régimes hydrauliques des cours d'eau du département du Gard nécessitent que soient explicitées ou renforcées les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,

CONSIDERANT que les objectifs environnementaux imposés par la Directive cadre sur l'eau à l'horizon 2015, sauf dérogation de délai, et fixés dans le SDAGE (en particulier l'atteinte du bon état et la non dégradation), nécessitent un encadrement des rejets des eaux usées traitées dans le milieu superficiel,

CONSIDERANT que le rejet d'eaux usées traitées à proximité de captages d'eau destinés à la consommation humaine ou à proximité de sites de baignade peut être de nature à compromettre la salubrité publique et la sécurité des personnes, et qu'il y a lieu de respecter une distance minimale entre le rejet et ces installations,

CONSIDERANT le classement de l'ensemble du territoire du Gard au niveau 1 du risque vectoriel lié à la présence du moustique *Aedes albopictus*,

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2005 est intervenu suite aux arrêtés interministériels du 6 mai 1996 relatifs aux systèmes d'assainissement non collectif dont les dispositions ont été modifiées ou abrogées par les arrêtés interministériels du 7 septembre 2009 susvisés,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,

ARRETE

Article 1 : Abrogation

L'arrêté préfectoral n° 2005-00071 du 1^{er} février 2005 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : Principes généraux

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte:

à la salubrité publique
à la qualité du milieu récepteur
à la sécurité des personnes

Salubrité publique et sécurité des personnes.

Ces installations ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique, notamment pour les captages publics ou privés d'eau destinée à la consommation humaine, ou pour les zones de baignade. Ces installations ne doivent également pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles ou engendrer de nuisances olfactives.

Le dispositif d'assainissement est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Qualité du milieu récepteur.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas créer de risques de pollution des eaux superficielles et souterraines. Elles doivent présenter des niveaux de rejets compatibles avec les objectifs environnementaux fixés pour la masse d'eau concernée et les masses d'eau aval. En outre, l'ouvrage devra être compatible avec le règlement du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), s'il existe.

Dispositions obligatoires

Article 3: distance minimale par rapport aux captages d'eau destinée à la consommation humaine.

3-1 Distance minimale par rapport à un captage public d'eau destinée à la consommation humaine

Le dispositif d'assainissement devra respecter les distances minimales ou les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique (DUP). En absence de DUP, ou en absence de prescriptions spécifiques dans la DUP, le dispositif d'assainissement devra respecter les préconisations figurant dans le Rapport de l'Hydrogéologue Agréé en matière d'hygiène publique par le ministère de la santé.

En absence de DUP et de rapport hydrogéologique, l'implantation d'un dispositif d'assainissement ne peut être autorisée à moins de 35 m des limites de la parcelle où est situé le captage public d'eau destinée à la consommation humaine.

3-2 Distance minimale par rapport à un captage privé d'eau destinée à la consommation humaine dans les zones où les habitations ne sont pas raccordables au réseau public d'eau potable

Pour les constructions neuves :

Les installations d'assainissement non collectif sont interdites à moins de 35 mètres des captages d'eau destinés à la consommation humaine (déclarés ou non déclarés).

Pour vérifier si les habitations sont raccordables au réseau public d'eau potable, le propriétaire de l'installation d'assainissement non collectif ou le SPANC pourra demander une attestation du service gestionnaire de ce réseau.

Pour les réhabilitations :

En cas d'impossibilité technique, le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) pourra accepter, une distance inférieure à 35 mètres sur la base d'une étude hydrogéologique pouvant garantir que l'installation n'a pas d'impact sur la qualité de l'eau du captage, et aucun impact notable sur la ressource souterraine en eau.

Article 4 : Choix du mode d'évacuation des eaux usées traitées

Conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié (NOR : DEVO0809422A) fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 équivalents habitants, et notamment de celles figurant en annexe 1, le choix du mode d'évacuation des eaux usées traitées doit se faire par ordre de priorité suivante:

- Par infiltration dans le sol en place au niveau de la parcelle de l'immeuble ou, sous réserve d'absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées, par réutilisation pour l'irrigation souterraine de végétaux non destinés à la consommation humaine, si la perméabilité du sol est comprise entre 10 et 500 mm/h.

- Par infiltration au travers d'un filtre à sable vertical non drainé qui assure une fonction de filtration et d'épuration, si la perméabilité du sol en place est supérieure à 500 mm/h. Ce dispositif devra être composé d'une couche de gravier superficielle permettant d'assurer la répartition des eaux usées et d'une couche de sable siliceux lavé sur une épaisseur minimum de 70 cm.

- Par rejet direct vers le milieu hydraulique superficiel, si la perméabilité du sol est inférieure à 10 mm/h. Le rejet direct devra respecter les dispositions de l'arrêté interministériel susvisé, et ne pas être l'origine de la formation de zones d'eaux stagnantes favorable au développement du moustique *Aedes albopictus* (moustique tigre).

Préconisations

Article 5 : distance minimale par rapport aux limites de propriété.

Les filières d'assainissement non collectif sont implantées, vis-à-vis des limites de propriété, selon le Document Technique Unifié NF DTU 64.1 publié par l'AFNOR en août 2013 ou de tout autre document le remplaçant.

Article 6 : Étude préalable en vue du choix de la filière de traitement.

En absence de zonage d'assainissement, récent et suffisamment précis au regard des obligations de l'arrêté interministériel susvisé, le SPANC peut demander au pétitionnaire de conduire une étude qui permet de vérifier que les conditions suivantes sont respectées:

Perméabilité des sols. (articles n°6-d et 11 de l'arrêté interministériel susvisé) ;
L'étude analysera l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux suivant l'approche hydraulique de l'annexe B du DTU 64.1 P1-1.

Hydromorphie. (article n° 6 – e de l'arrêté interministériel susvisé) ;
L'étude doit s'assurer de l'absence d'un toit de nappe aquifère, hors niveau exceptionnel de hautes eaux, à moins d'un mètre du fonds de fouille ;

Impacts environnementaux et de salubrité publique. (article n° 6 de l'arrêté susvisé) ;
L'étude est destinée à analyser l'aptitude du terrain à recevoir l'installation d'assainissement non collectif et l'impact du rejet en vérifiant:

- que la parcelle ne se trouve pas en zone inondable, sauf de manière exceptionnelle,
- que la pente du terrain est adaptée,
- que la superficie du terrain est adaptée à la filière de traitement retenue.

Irrigation souterraine : dans le cas où ce mode d'évacuation est envisagé, l'étude doit analyser les possibilités d'irrigation souterraine des végétaux, notamment les risques de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux.

Impact du rejet : en cas de rejet des eaux usées traitées dans le milieu hydraulique superficiel (si l'infiltration est techniquement impossible), l'étude doit analyser les impacts environnementaux et de salubrité publique du rejet, sous réserve des conditions figurant aux articles suivants.

Cette étude peut utilement s'appuyer sur l'annexe B « conception d'une filière d'assainissement – Méthodologie à suivre » du Document Technique Unifié NF DTU 64.1 d'août 2013, ou tout autre document le remplaçant.

Article 7 : Autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

En cas de rejet des eaux usées traitées dans le milieu hydraulique superficiel, l'autorisation visée à l'article n°12 de l'arrêté interministériel susvisé, peut être demandée sous forme de servitude notariée à inscrire sur le fond servant, pour l'ensemble des propriétaires ou des gestionnaires des parcelles concernées par le rejet.

On entend par parcelle concernée par le rejet, la parcelle située en face du point de rejet ainsi que l'ensemble des parcelles situées à moins de 35 mètres en aval hydraulique du point de rejet.

Article n° 8 : Cumul des rejets.

Il est recommandé au SPANC de vérifier que le cumul de plusieurs rejets dans un même milieu hydraulique superficiel ne porte pas atteinte à la salubrité publique, à la sécurité des personnes ou à la qualité du milieu récepteur. Ce cumul de rejet ne devra pas être à l'origine de la formation de zones d'eaux stagnantes favorable au développement du moustique *Aedes albopictus* (moustique tigre). Une demande de rejet peut être refusée si son impact, cumulé avec celui des rejets déjà existants dans le même milieu récepteur, s'avère trop important au regard des objectifs environnementaux et sanitaires recherchés.

Dans le cas général et en absence d'étude d'impact précise, il est souhaitable de limiter à 20 équivalents habitants, le niveau de rejet qui peut être accepté pour un même milieu.

Article 9 : Zones de baignades.

Afin de limiter le risque de pollution, le SPANC peut interdire un rejet situé à moins de 500 mètres en amont d'un lieu de baignade fréquenté, sauf éléments contraires contenus dans le " profil baignade ".

On entend par lieu de baignade fréquenté toute partie des eaux de surface dans laquelle un usage baignade existe et où la baignade n'est pas interdite ou déconseillée de façon permanente. Il est recommandé d'éloigner le rejet de plus de 500 m en amont d'un tronçon de cours d'eau pour lequel un objectif de reconquête de la qualité des eaux, en vue de la baignade, a été identifié dans le cadre d'un SAGE ou d'un contrat de rivière.

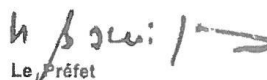
Article 10: Affichage et information des tiers.

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera :
publié au recueil des actes administratifs.
notifié à l'ensemble des communes du département du Gard.
notifié aux SPANC compétents sur le territoire du département du Gard.

Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard.

Article 11: Ampliation - exécution.

Le délégué territorial du Gard de l'Agence Régionale Santé, le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gard, les maires et les présidents de Service Public d'Assainissement Non Collectif, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Le Préfet

Hugues BOUSIGES

Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif compétent, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions des articles L.514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.